

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE

123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Commentaires d'un Communiste (*Boris Souvarine*).
— De Napoléon et de Karl Marx (*Amédée Du-
nois*). — Karl Marx (*Henriette Roland-Holst*). —
La Démocratie ouvrière (*Pierre Pascal*).

Les Trois Forces (*N. Lénine*). — Amendements pré-
sentés par le Comité de la III^e Internationale au
projet de statuts du Parti. — Bibliothèque commu-
niste, etc., etc

Commentaires d'un Communiste

A l'occasion de la grève des mineurs anglais et du renoncement de la *Triple Alliance* ouvrière à l'action commune de solidarité, le rôle des chefs des grandes trade-unions est apparu dans une vive lumière. Le cri de *trahison!* a retenti partout, et ce ne sont pas les seuls communistes qui l'ont poussé. Dans la classe ouvrière britannique, une grande agitation commence et s'étend pour la destitution des leaders félons.

Pourtant, ceux-ci n'ont rien fait en la récente circonstance qu'ils n'aient fait déjà dans les circonstances précédentes. Les Henderson, les Clynes, les J.H. Thomas, les Roberts, n'ont jamais agi qu'en auxiliaires zélés de la bourgeoisie, en protecteurs du régime capitaliste. Chaque fois qu'un grand conflit a mis aux prises le prolétariat et le « profitariat » du Royaume-Uni, les diplomates syndicaux ont exercé leur influence en faveur de la conciliation, c'est-à-dire au détriment de la classe exploitée! Mais quand les communistes dénonçaient les pratiques de l'état-major trade-unioniste, l'incompréhension des uns et l'hostilité des autres leur valaient, pour toute réponse, l'épithète de « sectaires ». Aujourd'hui les plus modérés sont contraints de se rendre à l'évidence et de donner raison à cette petite élite du prolétariat d'Angleterre et d'Ecosse, groupée hier dans plusieurs petits partis socialistes, actuellement dans le Parti Communiste unifié. C'est ainsi que les minorités clairvoyantes gagnent en prestige sur les masses et acquièrent des titres

de moins en moins contestables à la direction du mouvement prolétarien.

Les politiciens périmés de l'Internationale « reconstructrice » ont coutume de tourner en dérision la petite organisation marxiste de Grande-Bretagne. Obsédés de viles préoccupations électorales et incapables de s'élever au-dessus d'un calcul de suffrages, ils se bornent à mettre en regard le chiffre de dix mille communistes et celui des millions de membres du *Labour Party*. Ils ne comprennent pas qu'il suffit que les événements donnent raison aux dix mille pour que cette petite minorité entraîne et guide la grande majorité dans les étapes décisives de la lutte des classes. Ils ne comprennent pas que si les dix mille traduisent réellement les aspirations profondes du prolétariat, le prolétariat suivra tôt au tard ces interprètes intelligents, conscients, éprouvés — même si ce prolétariat, quelques mois ou quelques années auparavant, a voté pour des charlatans. Pour comprendre et assimiler ces notions élémentaires de lutte de classe, il suffit d'avoir en vue la révolution : c'est précisément ce point de vue qui est étranger aux reconstructeurs. La Russie leur présente une saisissante illustration du rôle d'un parti peu nombreux, sélectionné, entraînant et conduisant des millions d'hommes à travers des difficultés et par-dessus des obstacles de tous ordres. Mais il n'est pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir.

Nous n'avons jamais dit — ni pensé — que le Parti Communiste britannique grandirait en

recrutant un à un de nouveaux adeptes. C'est l'évolution des masses vers un état d'esprit de combat, d'action directe, de révolution, qui enflera ses contingents. Et toutes les péripéties de la lutte quotidienne contribuent à précipiter cette évolution. Entre autres, la dernière manifestation de trahison des chefs de la *Triple Alliance*, faisant saillie sur le fond uniforme de leur trahison permanente, éclairera des milliers d'ouvriers et les instruira de leur véritable intérêt en moins de temps que ne l'aurait fait la propagande du Parti Communiste. Nous avons toujours fait entrer dans nos calculs et nos prévisions, concourant à former notre certitude révolutionnaire, les crimes de la bourgeoisie et les trahisons des faux socialistes. Les dirigeants de la *Triple Alliance* anglaise n'ont fait que confirmer nos calculs et vérifier nos prévisions; ces champions de la 2^e Internationale et de l'Internationale jaune d'Amsterdam ne pouvaient pas ne pas faire le jeu de la bourgeoisie de leur pays; et ils ne peuvent pas ne pas apporter de l'eau au moulin de l'Internationale Communiste.



LE Parti Socialiste Italien est invité, par le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste, à participer au prochain Congrès International de Moscou. On sait que le P. S. I. ne s'est pas résigné à être hors de l'Internationale, de la seule Internationale qui compte pour le prolétariat militant. Les décisions du Comité Exécutif étant sujettes à la revision du Congrès, l'assemblée communiste mondiale de juin sera saisie de la contestation du P. S. I.; celui-ci étant convié à envoyer une nombreuse délégation pour défendre son point de vue. Telle est la « dictature moscovite »...

La résolution prise par l'Exécutif relativement à la participation du P. S. I. au Congrès International comporte quatre propositions : 1^o celle qui demande une délégation investie de pleins pouvoirs ; 2^o celle qui suggère une large représentation régionale dans la délégation ; 3^o celle qui maintient comme condition d'adhésion l'exclusion de la fraction réformiste Turati ; 4^o celle qui annonce une critique publique de l'attitude du P. S. I.

Nous approuvons sans réserve la méthode employée par l'Exécutif en cette occurrence. L'Internationale ne peut renoncer à comprendre dans ses rangs la majeure partie des masses qui forment le P. S. I. L'attachement de ces masses à des dirigeants dont les mérites passés sont incontestables les a entraînées dans une déviation à la suite de chefs pusillanimes ; mais elles sont communistes, pleinement solidaires de la révolution prolétarienne russe, et

résolues à combattre le régime capitaliste en liaison avec les partis constituant l'Internationale communiste. Elles n'ont pas eu clairement conscience des conséquences du vote de la résolution « communiste unitaire » de Livourne, qui les lie aux opportunistes et les sépare de la partie la plus ardente, la plus combattive de l'ancien parti. Il faut en appeler de la majorité mal informée à la majorité mieux informée. Il faut saisir les troupes des thèses de l'Internationale, au besoin par-dessus la tête des chefs, il faut en saisir les groupes locaux, au besoin par-dessus le Comité central. C'est ce que fera l'Exécutif en donnant à la discussion des actes du P. S. I. la plus large publicité. C'est ce que fera le 3^e Congrès International en plaçant les délégués italiens devant leurs responsabilités précisées et en les acculant aux définitions franches.

Il ne s'agit plus de se proclamer « communiste unitaire », comme l'a fait Serrati, tout en refusant de rompre avec les faux communistes de la *Critica Sociale* et en rompant avec les vrais communistes de l'*Ordine Nuovo* : il faudra choisir résolument et s'orienter. Il ne s'agit plus d'adhérer à la 3^e Internationale tout en collaborant, comme le fait Alessandri, avec Renaudel et Grumbach, partisans déclarés de la 2^e Internationale, au *Populaire* devenu le *Vorwärts* français : il faudra opter pour l'une ou l'autre Internationale. C'est-à-dire rompre avec l'une ou l'autre et combattre l'une ou l'autre. « C'est n'estimer rien qu'estimer tout le monde » et ce n'est pas servir la cause communiste que fraterniser avec les tenants du réformisme, auxiliaires de la bourgeoisie. L'Internationale Communiste ne peut accepter dans ses rangs les amis de ses ennemis.



PAUL LEVI a été exclu du Parti Communiste allemand, en sanction de la publication de sa brochure dirigée contre le Comité directeur du V. K. P. D. Depuis plusieurs mois, l'ancien président du Parti contredisait la politique de la majorité. De la contradiction au dénigrement et du dénigrement à la malveillance, il y a de grandes distances que Lévi a rapidement franchies. Si rapidement qu'emporté par son élan, il a dépassé les bornes de la critique tolérable dans un Parti d'action.

L'exclusion de Lévi ne peut manquer de passionner les controverses connues sur le « droit des minorités », la « liberté de critique », etc., etc.; principes excellents en eux-mêmes et dont les opportunistes font des engins de guerre contre la discipline et la cohésion indispensables aux formations de combat du prolétariat. La difficulté de tracer une démarcation entre

la critique et l'hostilité ne permet pas d'en dessiner à l'avance la ligne et de qualifier dogmatiquement les appréciations critiques : c'est au Parti lui-même, ou à ses représentants responsables, d'appliquer son sens politique à juger ce qui est utile ou nuisible à son action.

En l'espèce, la critique de Lévi a-t-elle pour conséquence de perfectionner l'effort du Parti communiste allemand ou de le desservir ? Le Comité directeur accuse son ancien président d'avoir usé de faux renseignements et de donner des armes à la bourgeoisie contre l'avant-garde prolétarienne. Il fallait évidemment que les griefs fussent graves pour que la sanction soit si sévère. *A priori*, nous nous refusons de croire que le Comité directeur ait pris sa détermination à la légère, ou sous l'empire d'autre préoccupation que l'intérêt du mouvement révolutionnaire. Si erreur il y avait, Paul Lévi serait capable de se justifier devant son Parti ou devant l'Internationale Communiste.

La mesure prise contre Lévi ne dispense d'ailleurs en rien d'examiner contradictoirement ses critiques. Il en est qui peuvent être fondées, si d'autres sont injustes. Le devoir du Parti Communiste allemand et de tous les partis frères sera de les étudier objectivement : le prochain Congrès International de Moscou n'y manquera certainement pas. La critique n'effraie pas les communistes, au contraire. Mais la critique communiste doit s'exercer à l'intérieur et dans l'intérêt du mouvement communiste. Si Paul Lévi n'est pas aveuglé par le parti pris, il doit douter aujourd'hui de l'excellence de sa méthode en recevant les éloges du *Vorwärts*, de la *Freiheit* et autres *Populaire*. La sympathie des social-traîtres est pour les communistes dévoyés le commencement du châtement.

UN nouveau livre sur le bolchevisme vient s'ajouter à la bibliothèque déjà riche et variée que constituent les ouvrages traitant de la révolution russe : *La Pratique et la Théorie du bolchevisme*, de Bertrand Russel. C'est là sans doute le recueil des articles publiés par le professeur de philosophie, au retour de son voyage en Russie, dans la *Nation* de Londres et dans celle de New-York. Le souvenir très précis qui nous est resté de la lecture des impressions de Russel, nous permet quelques mots d'appréciation, avant même l'étude approfondie de son livre. L'analyse qu'en a donnée Marcel Martinet dans l'*Humanité*, nous incite à ce commentaire hâtif.

Martinet rapproché les notations de Russel

de celles de Wells et les englobe dans la même critique ; mais, dit-il, « l'extraordinaire imagination, la puissance d'intuition de Wells l'ont peut-être mieux servi que n'a fait pour Russel sa gravité un peu dogmatique ». Voilà qui nous semble une erreur de jugement. Wells ne mérite pas cette indulgence. Un écrivain légitimement auréolé d'une renommée universelle, et que la presse de son pays appelle (un peu arbitrairement, il est vrai) : *the greatest in the world*, se déshonore en publiant un récit comme celui que Wells rapporta de son voyage dans la République des Soviets. Nous ne nous soucions pas des éloges ou des critiques qu'il contient à l'adresse des bolcheviks ; les éloges nous paraîtraient même plus odieux que les critiques ; il faut mépriser les opinions d'un homme qui a ainsi bâclé son « enquête » (!) sur le plus important des événements de l'histoire contemporaine. Jeter un coup d'œil superficiel sur le grandiose bouleversement russe, traverser en hâte Pétrograd et Moscou, faire comme les marionnettes trois petits tours et s'en aller, puis raconter dans un magazine anglais ce qu'on a vu en « tirant à la ligne », en délayant sans retenue des impressions vides, insulter au labeur des révolutionnaires en leur décernant quelques compliments imbéciles ou l'honorer de quelques reproches non moins stupides, — c'est là un rare exemple de malhonnêteté intellectuelle, qui doit suffire à discréditer « le plus grand écrivain du monde ». Wells a contemplé la révolution sociale comme ces Anglais qui visitent le Musée du Louvre, presque au pas de gymnastique, entraînés avec célérité par un guide de l'Agence Cook, et qui s'arrêtent quelques instants pour « admirer » la superficie des *Noces de Cana* ou l'exiguïté d'un Meissonnier...

Russel ne souille pas d'une telle indignité sa réputation, car son travail est scrupuleux. Il se contente de déprécier son crédit en manifestant une réelle incompréhension tant de la théorie que de la pratique du bolchevisme. Ce ne sont pas ses critiques qui nous gênent mais l'absence de contenu dans sa critique qui nous offusque. Au contact de cette pierre de touche unique qu'est la révolution prolétarienne, Russel révèle un esprit incurablement bourgeois. Sa façon d'observer, d'interpréter, de penser, de conclure, tout concourt à former une mentalité réfractaire au courant qui entraîne les masses vers un véritable progrès, vers une civilisation vraie. Par exemple, Russel raconte s'être promené dans un village des bords de la Volga et avoir interrogé dans la rue des moujiks : « Etes-vous bolchevik ? », leur demandait-il ; aucun ne répondit affirmativement. Singulière méthode d'investigation chez l'auteur de la *Philosophie de Leibniz*. Nous ne savons si cet épisode de l'enquête de Russel se retrouve dans

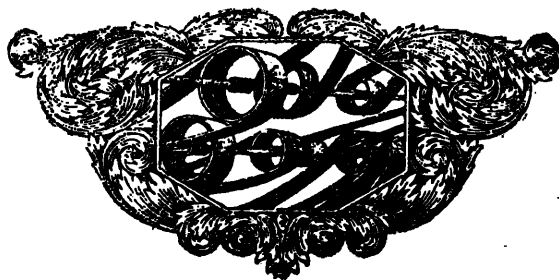
son livre mais nous l'avons lu dans la *Nation*, à côté d'autres de même intérêt et de même valeur...

Le point de vue de Russel illustre à merveille les conceptions des libéraux anglais et celles des anarchistes, étroitement apparentées quoi qu'en disent ceux-ci et ceux-là, découlant de la même philosophie, celle des Encyclopédistes. Les uns et les autres prétendent conformer l'ordre social à la « nature humaine » et pour eux l'individu, « l'homme » est l'origine et la fin de toutes choses ici-bas. *Les choses devraient être ainsi*, dit Russel, comme disent les anarchistes, en faisant abstraction de l'influence déterminante des conditions économiques, c'est-à-dire en faisant litière de toutes les connaissances accumulées par les sciences sociales depuis un siècle. Mais que le milieu, le mode de production, les circonstances historiques ne permettent pas aux choses d'être ce qu'on souhaiterait qu'elles fussent, — les libéraux anglais, les anarchistes et, d'une façon générale, tous les adversaires du bolchevisme, n'en tiennent aucun compte. Quand le scrupule intellectuel leur interdit d'esquiver la difficulté, ils conviennent de l'impossibilité où les bolcheviks se trouvaient d'agir autrement et de faire plus ou mieux qu'ils n'ont fait, — et ils s'enferment dans une contradiction. C'est le cas de Russel. Ainsi que l'observe justement Martinet, il est remarquable que Russel « ait pris soin de ruiner par avance son argumentation en constatant, chaque fois qu'il examine un fait précis, non seulement que la révolution ne pouvait se développer autrement, étant données les conditions où elle est née et où elle évolue, mais que les bolcheviks ont même plus fait que n'aurait pu tout autre gouvernement à leur place ».

Nos excellents libéraux anglais, dont certains se croient socialistes et ne sont qu'anarchisants, comme par exemple Robert Dell, se trouvent plus libres et plus heureux dans l'empire britannique sous le régime capitaliste qu'ils ne le seraient en Russie soviétiste. Nous n'y contredisons pas, mais ce n'est pas là une raison suffisante pour que le prolétariat des Iles et des Dominions renonce à la révolution. La catégorie sociale à laquelle appartiennent le professeur Bertrand Russel et le journaliste Robert Dell est une catégorie privilégiée, jouissant du luxe de la culture spirituelle et d'une certaine aisance matérielle. Mais les Irlandais assassinés à Cork, les Indous massacrés à Amritsar, les mineurs des Galles, les dockers de la Clyde ou les chômeurs de Londres, ont ou avaient des raisons que la raison de Russel ou de Dell aurait tort de négliger. Les avantages dont profitent Russel et Dell dans la société capitaliste ne leur sont acquis qu'au prix de l'exploitation et de l'oppression de millions d'humains. Et si la libération de cette multitude d'escla-

ves, si l'élaboration d'un ordre harmonieux dans la société exigent des privilégiés de l'esprit comme des privilégiés de l'argent le renoncement temporaire à quelques libertés, faut-il accorder plus de poids à l'intérêt de cette « élite » ou à l'intérêt collectif? Pour des communistes, poser la question c'est la résoudre. Les intellectuels bourgeois qui vont sincèrement au peuple, qui veulent dévouer aux déshérités leurs travaux, leurs talents, leurs efforts, doivent être prêts à payer de tous les sacrifices l'avènement de la société nouvelle. Celui-là n'est pas socialiste, qui, comme Bertrand Russel, s'est cru et s'est proclamé socialiste, puis a reculé d'effroi devant la subversion qu'il appelait la veille de ses vœux et a dit : Je n'avais pas voulu cela. Le socialisme ne peut surgir comme par enchantement dans un monde équilibré, stable, où l'asservissement absolu des masses garantirait la sécurité d'une minorité jouisseuse ; la rupture de l'équilibre, le soulèvement des masses, le renversement du pouvoir de la minorité éduquée et expérimentée, par la majorité ignorante, sont les conditions initiales, inéluctables de la destruction du régime capitaliste sans laquelle ne pourra naître la société communiste ; le socialisme se créera sur des décombres dans la désorganisation et le chaos, c'est-à-dire dans la souffrance. Qui n'est pas capable de regarder la réalité en face, de s'avancer résolument vers l'épreuve, d'accepter la discipline et l'autorité, n'est pas digne de s'appeler communiste.

Boris SOUVARINE.



**LA REVOLUTION
PROLETARIENNE
et le renégat Kautsky
Par N. LÉNINE**

Un volume, in-16 Jésus..... 4 fr. »
Franco 4 fr. 50
Paris.

Adresser les commandes, accompagnées du montant, à René Reynaud, 123, rue Montmartre,

De Napoléon et de Karl Marx

Dans quelques jours, le 5 mai, les réactionnaires français, à l'exception des doctrinaires royalistes, célébreront le centenaire du trépas de Napoléon I^{er}. Bonapartistes et républicains s'agenouilleront ensemble au pied de la sombre colonne que surmonte la statue de l'homme au petit chapeau. Quelques républicains boudront seuls à cette fête : ils auront tort ; la célébration du 5 mai ne fait guère que reprendre une tradition que « l'opération de police un peu rude » du 2 décembre avait soudainement interrompue. Bonapartistes et républicains ont été bien souvent d'accord du lendemain de Waterloo à la veille du coup d'Etat : pourquoi ne le seraient-ils pas encore après la « grande guerre » ? Bonapartistes et républicains ont pu avoir une évolution différente, ils n'en sortent pas moins de la même souche historique, la révolution bourgeoise de la fin du XVIII^e siècle. Qu'est-ce qu'un bonapartiste, pourrait-on dire sans paradoxe ? Un républicain de droite. Et qu'est-ce qu'un républicain bourgeois, sinon un bonapartiste de gauche ?

Ni de près ni de loin, les communistes ne s'associeront à cette déification temporelle du Corse aux cheveux plats. Qu'on le considère comme le vainqueur d'Austerlitz ou comme l'auteur du Code civil, — monument plus durable que ses victoires les plus fameuses — Napoléon Bonaparte, à nos yeux, est l'homme qui a le plus fait pour asseoir la domination bourgeoise sur des bases si solides qu'elle persiste encore après cent ans. Dans la société ébranlée par la tourmente révolutionnaire, il a restauré l'ordre et l'autorité, et nivelé le sol où allait s'épanouir sans entraves la civilisation capitaliste. On n'a vu trop souvent dans le premier Bonaparte que le sanglant porteur de sabre ; il n'a pas été que cela. L'empire qu'il a créé peut être considéré comme l'image et le symbole de l'empire que la bourgeoisie exerce dans l'ordre économique : son empire n'a duré que dix années à peine ; celui de la bourgeoisie dure depuis cent ans ; mais comme d'autres tôt ou tard, l'empire de la bourgeoisie aura son Waterloo.

Ce n'est pas simplement le hasard de l'anniversaire qui me fait rapprocher du nom de Bonaparte celui de Karl Marx. Il y aura cent ans le 5 que Bonaparte est mort ; il y aura cent

trois ans le même jour que Karl Marx est né. Si le rapprochement ne se fondait que sur cette fortuite similitude de date, il ne vaudrait pas d'être fait. Mais Marx est le premier qui ait prophétisé, comme fatal, le Waterloo du capitalisme. Et il est le premier qui ait donné à la classe ouvrière, asservie et foulée par le Corse brutal, la force inébranlable d'une doctrine fondée sur la science, ce qui revient à dire sur la réalité.

Laissons la bourgeoisie décadente célébrer en Napoléon le fondateur de la société bourgeoise. Anniversaire pour anniversaire ! Que toutes les pensées de la classe ouvrière soient le 5 mai pour Karl Marx, en qui le socialisme scientifique — c'est-à-dire le socialisme du prolétariat — a trouvé son premier artisan, son plus puissant « animateur ».

♦♦

On l'a dit tant de fois qu'il est un peu banal de le redire : les progrès du socialisme dans le monde se mesurent aux progrès du marxisme dans les esprits.

Quand donc le socialisme dégénère, c'est par un prompt retour aux doctrines marxistes qu'il peut être ravivé. Toutes les crises organiques par où il a passé se sont ainsi résolues. La crise de la guerre, la plus grave de toutes, ne pouvait pas l'être autrement.

Le socialisme d'avant la guerre n'était que faiblement marxiste. Il l'était à coup sûr dans ses considérants théoriques ; dans son activité pratique, dans son train-train de chaque jour, il ne l'était plus, ou si peu ! L'électoratisme et le parlementarisme lui faisaient généralement oublier en cours de route les principes de lutte de classe et de révolution proclamés à son point de départ. Toute l'éloquence de Jaurès n'a pu masquer cette contradiction intérieure. Il y eut bien la motion d'Amsterdam et sa répudiation hautaine « des tentatives révisionnistes tendant à changer notre tactique éprouvée et glorieuse basée sur la lutte de classe » ; mais la motion d'Amsterdam, bien qu'imprimée en italiques sur toutes les cartes du Parti, ne fut jamais strictement appliquée, et les tendances opportunistes, condamnées par tous les Congrès, prévalurent si bien en fait que les monstrueuses déviations du socialisme de guerre en sont sorties le plus naturellement du monde.

Il n'est pas étonnant que ce soient des marxistes qui, contre le socialisme de guerre, aient les premiers réagi. Le marxisme consiste essentiellement dans la lutte de classe ; or, il y a incompatibilité totale — théorique et pratique à la fois — entre la lutte de classe et la défense nationale. Classe ou nation, il faut choisir ! Qui défend sa nation ne défend pas sa classe, parce que la classe déborde la nation, parce que la classe ouvrière n'est pas d'une nation, mais de toutes les nations : elle est internationale, comme le socialisme.

La réforme du socialisme, qui s'est manifestée avec éclat par la création des deux Internationales de Moscou, s'inspire donc tout entière du marxisme, et jusque dans son nom, le *communisme* marque un retour à Marx et à Engels. C'est dire qu'il ne se donne pas pour une création nouvelle de théoriciens nouveaux. La théorie, Marx et Engels en ont tracé les lignes directrices, une fois pour toutes en 1847 dans le Manifeste Communiste. Malgré que depuis soixante ans, la société bourgeoise ait subi des modifications profondes, les formules qu'il a données d'elle et de son mouvement, comme aussi du mouvement de la classe ouvrière, ont merveilleusement résisté aux morsures du temps. Sans nul doute, tout n'est pas dans les cinquante pages du Manifeste, mais rien de ce qui n'y est pas ne contredit ce qui y est. Les trusts sont dans la concentration capitaliste, comme l'impérialisme et la guerre sont dans la surproduction. .

Le communisme ne restera fort que dans la mesure de sa fidélité au marxisme, qui est à lui — que cette comparaison me soit permise ! — comme la théologie était à la religion. C'est pourquoi la diffusion du marxisme dans les masses est pour les communistes un impérieux devoir. Il y a énormément à faire dans cette voie, presque rien n'y ayant été fait depuis près de vingt ans. Combien parmi nous — je parle de ceux qui ne sont déjà plus des jeunes ; à plus forte raison pourrais-je parler de nos cadets — sont familiers avec les plus grandes théories marxistes : théorie de la valeur et du sur-travail, aux fondements si merveilleusement robustes qu'elle a vaincu tous les assauts de l'adversaire ; théorie du matérialisme historique qui explique toute l'évolution sociale par les formes successives que revêtent au cours des siècles la production et la propriété ; conception dialectique enfin, qui considérant la société comme un conflit permanent de forces et de formes, fait surgir la révolution de la nécessité où la société se trouve, pour ne pas périr, d'accorder les contradictions au sein desquelles elle se débat...

Commémorer Marx n'est rien, ou pas grand'chose. Ce n'est pas d'actes de foi, même

marxistes, que le communisme a besoin. Il a besoin de combattants qui sachent exactement pourquoi ils se battent et pourquoi ils entraînent les masses à se battre. Un large enseignement des théories marxistes donnera au communisme ces combattants nécessaires, capables d'embrasser du regard toute l'étendue de la bataille et d'en comprendre toutes les péripéties. C'est pourquoi le plus grand effort qui soit actuellement requis de nous, dans cette période de préparation et d'apprentissage où nous sommes, c'est de propager dans les masses, par la parole ou par l'écrit, les doctrines marxistes, cette philosophie du prolétariat.

On ne commémorera Marx qu'en faisant des marxistes — en faisant des communistes organisés, des communistes conscients.

Amédée DUNOIS.

(Le Bulletin Communiste publiera dans son prochain numéro l'Adresse inaugurale de l'Association internationale des travailleurs, rédigée par Marx en 1864.)



Bibliothèque
Communiste
PARIS
123, rue Montmartre

A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine).....	0 50
KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i>	3 »
ALEXANDRA KOLLONTAI. — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i>	0 40
LÉNINE. — <i>La maladie infantile du Communisme</i>	4 »
LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i>	4 »
LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i>	0 25
LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i>	0 40
S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétiste</i>	0 75
BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i>	épuisé
BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i>	7 »
TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i>	épuisé
TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i>	épuisé
C. TROTSKY. — <i>La Commune de Paris et la Russie des Soviets</i>	0 60
CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i>	0 75
*** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i>	0 60
*** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i>	0 50

KARL MARX

A l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Karl Marx, né le 5 mai 1818, nous sommes heureux de publier l'article consacré par Henriette Roland-Holst à la mémoire du fondateur du communisme scientifique lors du centenaire de Marx. Cet article était inédit en France.

Marx fut un de ces génies scientifiques universels tels que l'humanité n'en produit que fort rarement et à de grands intervalles. Au cours du XIX^e siècle, il n'est guère que l'œuvre de Darwin qui soit comparable à celle de Marx par son importance novatrice et son influence capitale sur la pensée de l'humanité civilisée. Mais combien le profond penseur, l'économiste et l'historien révolutionnaire que fut Marx, dépasse en universalité et en audace intellectuelle le naturaliste-spécialiste timoré sous maints rapports que fut Darwin ! Rien que le fait que tandis que Darwin passa absolument à côté des découvertes sociologiques de Marx, ce dernier suivit avec le plus vif intérêt les hypothèses nouvelles de Darwin sur les lois régissant l'évolution naturelle, rien que ce fait prouve en lui-même d'une manière indéniable la supériorité intellectuelle de Marx, son universalité scientifique.

Une sagacité remarquable, une intuition historique merveilleuse, une mémoire excellente et surtout une combinaison des plus heureuses de la faculté d'analyse et de celle de synthèse, — tous ces dons naturels n'auraient pas encore réussi à faire de Marx un des grands héros dans le domaine de la connaissance, sans cette soif inaltérable de savoir, cette application incessante au travail qui le caractérisa toute sa vie. Etudiant, ses amis disaient de lui qu'il « se plongeait toujours dans un océan de livres sans bornes et sans fond ». Dans l'exil, misérable et constamment affolé par des soucis d'argent, il surmontait et oubliait ses tracasseries domestiques en s'absorbant dans le travail, en cherchant la solution des problèmes sociologiques, historiques et mathématiques les plus ardues. Le travail opiniâtre et acharné auquel il se livra ruina sa santé et abrégé à n'en pas douter sa vie.

Grand dans le domaine intellectuel, Marx ne fut pas moins grand dans le domaine moral. Ce « matérialiste » en philosophie fit preuve d'un idéalisme pratique admirable : il voua ses facultés, sa force, sa vie entière à la cause du prolétariat et lui resta fidèle dans toute les vicissitudes. Il souffrit les calomnies, les persécutions, l'exil et surtout le long martyre de la pauvreté plutôt que de transiger avec ses convictions et d'adoucir l'expression de sa haine contre le régime capitaliste, contre les oppresseurs et les exploités des masses laborieuses.

Grâce aux capacités extraordinaires et au

savoir illimité de Marx, les carrières les plus brillantes se seraient ouvertes au renégat révolutionnaire. Mais Marx préféra vivre de longues années à Londres dans la gêne et le dénuement, ayant devant les yeux sa femme adorée harassée par les menaces continuelles des créanciers et les soucis sordides des ménages éternellement à court d'argent, et ses enfants bien-aimés, souffrant également de la pauvreté de leurs parents. Jamais il ne dérogea à sa fière parole « qu'il faudrait être un bœuf pour se désintéresser des souffrances de l'humanité et s'inquiéter de son propre bien » (1).

C'est pendant ces années d'âpre lutte pour la vie que Marx écrivit son chef-d'œuvre économique : *Le Capital*. Et c'est ici qu'il est fort à propos de remémorer l'amitié admirablement dévouée de Friedrich Engels : sans son soutien matériel et intellectuel inlassable, Marx n'aurait jamais pu mener à bien sa grande œuvre, fruit de longues années de travail et d'investigation.

Dans *le Capital*, Marx expose le mécanisme de la production capitaliste. A l'aide de la méthode analytique et s'appuyant sur les travaux de Ricardo, il résoud le problème de la valeur et le mystère de la création de la plus-value dans la société actuelle. C'est-à-dire qu'il découvre les relations sociales et le processus à l'aide duquel le monde capitaliste engendre nécessairement, fatalement, et sur une échelle toujours plus vaste, d'un côté la richesse et la puissance économique de la classe capitaliste, d'un autre, la misère, la dégradation et l'esclavage du prolétariat.

Économiste génial, Marx fut en même temps un grand historien, qui étudia à fond l'histoire antique et moderne, en premier lieu celle de la grande révolution de 1789.

Grâce à ses études historiques approfondies et non moins grâce à la discipline dialectique dont le pénétra la philosophie de Hegel, il découvrit le rôle du mode de production et de la lutte des classes dans l'évolution de la société — découverte géniale, infiniment fertile, permettant pour la première fois de vraiment pénétrer les causes des divers phénomènes sociaux et psycho-sociaux, et de leurs changements à travers les âges. Il a formulé d'une façon claire et précise les principes directeurs de sa théorie — généralement désignée du nom de *matérialisme historique*, — quoique le terme de *déterminisme économique* soit à vrai dire plus exact — dans la préface d'une œuvre critique sur l'économie politique (2).

(1) Mehring, dans la *Leipziger Volkszeitung* du 4 mai 1918.

(2) Ce passage se trouve reproduit en entier dans les *Essais sur la conception matérialiste de l'histoire* de Antonio Labriola, pages 65-67.

En démontrant comment l'évolution de la production capitaliste conduit nécessairement à une concentration toujours plus grande du capital, Marx a prévu et prédit tout le processus aboutissant de nos jours à la création des cartels et des trusts tout-puissants.

En démontrant comment la croissance démesurée des forces de production dans le régime capitaliste, excluant toute possibilité de retour à la propriété individuelle petit-bourgeoise, prépare la propriété collective, Marx a donné un fondement objectif aux aspirations socialistes et aux revendications du prolétariat. En démontrant, enfin, qu'une amélioration générale, permanente et considérable de la situation du prolétariat dans la société capitaliste est impossible, qu'il n'a de liberté, de dignité et de bien-être à espérer que du triomphe du socialisme, Marx indiqua aux masses le but auquel elles devaient tendre : s'emparer de l'Etat pour abolir la propriété capitaliste des instruments de travail, et instituer la propriété collective. En un mot, Marx désigna au prolétariat, comme but final de sa lutte, la fondation de la société socialiste, c'est-à-dire de l'organisation sociale avec laquelle se termine, suivant sa noble et profonde parole, « la préhistoire du genre humain ».

En ouvrant au misérable prolétariat ces horizons immenses, en lui indiquant la tâche magnifique à accomplir et en rattachant cette tâche aux tendances immanentes du processus social, Marx dépassa d'un coup toutes les écoles et toutes les sectes socialistes de son temps, qui, sans exception, contenaient des éléments utopiques et arbitraires. Jamais encore le socialisme n'avait été lié indissolublement à l'avènement au pouvoir de la classe ouvrière; jamais il n'avait été présenté comme le but final de sa lutte incessante contre l'oppression capitaliste. En donnant au prolétariat le sens de la mission grandiose que l'histoire lui imposait, Marx décupla les forces prolétariennes. Et tous ceux qui rejettent comme trop « matérialistes » les conceptions générales du déterminisme économique, qui veulent briser l'unité créée par le marxisme entre la lutte ouvrière et le but socialiste, tous ceux là cherchent, qu'ils le veuillent ou non, à ramener le socialisme aux conceptions surannées et utopiques d'avant 1848.

Tout homme d'étude passionné d'investigation et de création scientifiques qu'il fut, Marx toujours et volontiers abandonna ses travaux théoriques dès que le prolétariat militant réclamait son aide. On ne peut énumérer en quelques mots les services immenses qu'il rendit à la classe ouvrière depuis la fondation de la Fédération des Communistes en 1846, jusqu'au temps de l'Internationale, dont il fut la grande force de direction intellectuelle.

Ses discours furent souvent de sa critique sévère et de ses railleries acerbes les chefs de sectes, les socialistes bourgeois, les conspirateurs et les charlatans révolutionnaires, toujours il se montra plein d'indulgence pour les fautes, les faiblesses, les hésitations et les déficiences des masses. Il se solidarise sans

hésitation avec chaque lutte vraiment prolétarienne, quelles que pussent être ses formes et ses chances de succès. La magnifique défense de la Commune de 1871, présentée au nom du Conseil général de l'Internationale, reste un monument ineffaçable de sa loyauté à la cause révolutionnaire prolétarienne.

Non moins qu'un penseur hors ligne, Marx fut un grand lutteur. « Marx — dit Engels dans le discours prononcé devant la tombe de son ami — fut révolutionnaire avant tout. Travailler d'une manière ou d'une autre à la destruction de la société capitaliste et de ses institutions, aider à la libération du prolétariat moderne, de ce prolétariat auquel lui-même le premier donna conscience de sa position, de ses besoins et des conditions de son émancipation — voilà quelle fut la véritable vocation de Marx. » Et Mehring, après avoir cité ce passage du discours d'Engels, ajoute : « Si la grandeur incomparable de Marx consista en ceci que la pensée et l'action s'unirent en lui dans une union indissoluble, en lui cependant, tout compte fait, le lutteur révolutionnaire l'emporte sur le penseur scientifique » (3).

C'est en premier lieu ce trait-là de Marx, son *activisme révolutionnaire*, qu'il s'agit de nos jours de bien mettre en relief. Pendant la période de décadence de la seconde Internationale précédant la guerre mondiale, la littérature dite « marxiste », à de rares exceptions près (4), elle aussi dégénéra insensiblement. Elle s'occupa surtout de démontrer comment le processus de la société capitaliste, la concentration du capital, la croissance du prolétariat, etc., rendaient la victoire des masses certaine. C'est-à-dire qu'elle développa des tendances quiétistes, fatalistes, absolument étrangères à l'esprit de la doctrine de Marx. Aujourd'hui, ce qui est avant tout nécessaire, c'est l'appel à l'énergie combative, à la volonté révolutionnaire des minorités dont l'exemple doit vaincre dans toute l'Europe centrale et occidentale le découragement des masses, trahies par leurs chefs, hésitantes ou inertes.

Ce qu'il faut au socialisme, c'est avant tout des héros de la volonté. Et pour vivifier cet héroïsme, de qui nous inspirerons-nous mieux que de Marx, ce grand volontaire, qui, dans ses célèbres *Thèses sur Feuerbach*, écrivit l'audacieuse parole : « Les philosophes ont interprété le monde, mais ce qui nous importe à nous c'est de le changer ».

Nous autres, socialistes révolutionnaires internationalistes, nous nous proclamons avec fierté les vrais disciples de Marx et nous refusons ce titre aux social-impérialistes qui s'efforcent de justifier les méthodes annexionnistes des classes dirigeantes à l'aide d'une phraséologie marxiste, ainsi qu'aux social-pacifistes qui ont accepté la guerre et l'effon-

(3) Article de la *Leipziger Volkszeitung* du 5 mai 1918

(4) Notamment les écrits des marxistes révolutionnaires Rosa Luxembourg, Anton Pannekoek, Karl Radek, Léon Trotzky, Lénine et d'autres, ainsi que ceux de certains syndicalistes français, italiens et américains.

drement de l'Internationale comme une fatalité. Nous nous réclamons de lui, malgré le fait que nous n'acceptons pas chaque parole de sa doctrine comme le dernier mot de la sagesse humaine et ne reculons pas devant la critique de ses théories. N'est-ce pas lui, n'est-ce pas son disciple Dietzgen surtout, qui nous a appris à comprendre que la vérité scientifique n'est pas un dogme, mais un processus infini, un horizon s'élargissant sans cesse ! Nous nous réclamons de lui malgré cet autre fait que nous préconisons des formes de lutte, — telle que la grève en masse, — qu'il a à peine entrevues, et des formes d'organisation — tels que les conseils d'ouvriers et de soldats — qu'il n'a pas pu prévoir. Nous autres, marxistes révolutionnaires, nous pensons que la meilleure manière de vénérer la mémoire de Marx, c'est de continuer la lutte pour l'émancipation totale des masses laborieuses par les méthodes que l'époque actuelle de l'évolution capitaliste, c'est-à-dire l'impérialisme, rend

possibles et nécessaires. Et nous saluons aujourd'hui comme les véritables représentants de l'esprit et des aspirations marxistes ces glorieux bolcheviks qui, juste un siècle après la naissance de Marx, ont réussi à renverser la classe des exploités, afin d'abolir dans leur pays, dans les limites du possible, la propriété capitaliste des instruments de travail, source de toutes les oppressions, et de la remplacer par la propriété collective.

Nous saluons en eux également les vrais disciples de Marx à cause de leur politique internationale. Au mot d'ordre donné, voici bientôt 70 ans, dans le *Manifeste Communiste*, « Proletaires de tous les pays, unissez-vous », ils ont donné une nouvelle signification et une nouvelle intensité par leurs appels incessants aux classes opprimées du monde entier pour s'unir à eux dans la lutte contre chaque impérialisme dans la révolution prolétarienne.

Henriette ROLAND-HOLST.

La Démocratie Ouvrière

De la droite, on a jadis accusé le Pouvoir des Soviets de remettre le gouvernement entre les mains de la masse grossière, ignorante et incapable. Aujourd'hui, Sébastien Faure, et quelques autres mènent campagne contre lui sous prétexte qu'en Russie la dictature du prolétariat a été réduite à la dictature du Parti Communiste.

En réalité, la République des Soviets, telle qu'elle se présente, ne mérite ni l'un ni l'autre de ces reproches contradictoires. Sa politique s'est bornée à être réaliste. Les classes opprimées de Russie ont pris le pouvoir pour en chasser les nobles et la bourgeoisie, pour que ce pouvoir soit exercé dans l'intérêt des travailleurs. Mais, dans leur masse, elles n'étaient pas capables de l'exercer. Il ne faut jamais oublier que 60 % des ouvriers et 75 % des paysans étaient illettrés. Ils avaient besoin de renverser la domination du capital pour avoir la possibilité d'apprendre à lire, et, de façon plus large, pour acquérir le moyen de devenir des hommes conscients et d'apprendre à se conduire eux-mêmes. La prise du pouvoir était la condition nécessaire, puisque l'ancien régime social opposait au développement des masses un obstacle matériel invincible. La révolution de novembre a été la suppression de l'obstacle, mais elle ne pouvait pas être l'infusion instantanée de toutes les vertus et connaissances intellectuelles, morales, administratives, politiques et autres, à une foule de 100 millions d'hommes. Pour acquérir toutes ces qualités, il faut des années de travail, sinon des générations.

Cette initiative individuelle non moins chère aux communistes qu'aux anarchistes, croit-on

qu'elle soit donnée toute faite, comme un don gratuit de la nature à chaque homme ? L'ouvrier et le paysan, habitués de père en fils à courber l'échine sans raisonner devant les puissances de ce monde, vont-ils subitement savoir agir à leur tour en puissances, par la seule grâce de la révolution ? Certainement non. Avant de pouvoir se gouverner à la lettre elles-mêmes, les masses russes avaient besoin d'apprendre à lire, c'est-à-dire de se débarrasser de leur ignorance d'abord, et ensuite d'apprendre le fonctionnement, puis la conduite de ce mécanisme compliqué qui constitue la société moderne dans ses diverses branches. Voilà pourquoi les travailleurs russes ont reconnu indispensable la direction du Parti Communiste et pourquoi celui-ci est devenu l'âme qui anime le Pouvoir des Soviets. En attendant que le prolétariat dans sa masse soit conscient et capable, il faut de toute nécessité que sa dictature soit exercée de façon active par un groupe d'initiative, dévoué à sa cause, soumis à ses aspirations et lui rendant compte, mais en même temps le guidant sur la route difficile de l'avenir, parce que plus agissant et plus expérimenté. La dictature du prolétariat s'est donnée une sorte d'organe exécutif en la personne du Parti Communiste.

Pourquoi lui plutôt qu'un autre parti ? Parce que le prolétariat s'est rendu compte que lui seul répond aux conditions voulues : dévouement à ses intérêts, activité et capacité. Tous les autres partis, mencheviks, socialistes-révolutionnaires, anarchistes, ont prouvé par leur attitude, et trop souvent, hélas ! qu'ils rassemblent précisément tous les vices contraires : absence de programme, impuissance devant

les problèmes économiques, incohérence intérieure, collusion avec la réaction tsariste ou étrangère.

La seule question à poser par Sébastien Faure et ceux qui adhèrent à sa campagne est celle-ci : comment le Pouvoir des Soviets, inspiré par le Parti Communiste, a-t-il réalisé sa mission ? A-t-il réellement fait tout ce qu'il a pu pour préparer les ouvriers et les paysans à gouverner par eux-mêmes, non plus en la personne de leurs élites seulement, mais dans leur masse ?

Il faut se demander d'abord dans quelle mesure le Pouvoir des Soviets et le Parti Communiste ont eu le moyen matériel de se consacrer à cette tâche. Le fait est que, si essentielle qu'elle soit, il en est apparu une autre plus impérieuse encore et plus urgente, conditionnant tout le reste : le problème de l'existence.

La guerre la plus inégale qu'on ait jamais vue vient seulement de se terminer, et la révolution prolétarienne n'en est sortie victorieuse que parce qu'elle s'est soumise à la poigne de fer du Parti Communiste. Sa discipline a causé ce miracle.

En même temps le prolétariat a reçu de l'ancien régime et de la bourgeoisie de Kerensky une Russie déjà ruinée économiquement, acculée littéralement à la famine, à l'arrêt des transports et de l'industrie. Avant de songer au but idéal du Pouvoir des Soviets, avant de développer les capacités et les initiatives individuelles, ne fallait-il pas répondre aux exigences de la défense militaire et de la subsistance économique, questions impérieuses de vie ou de mort pour la révolution ?

Voilà pourquoi cet idéal n'est pas encore réalisé, voilà pourquoi 100 millions d'ouvriers et de paysans incultes ne sont pas encore à même d'exercer sans intermédiaire leur dictature. Il faut tenir compte de ce qui est possible ou non, et ne pas reprocher au Pouvoir des Soviets de n'avoir pas accompli le prodige qu'on réclame.

Est-ce à dire que pendant ces trois ans et demi de guerre et de misère ininterrompues il n'ait rien fait pour préparer les masses populaires à leur rôle souverain ? Si cela était, certes on serait en droit de lui appliquer le mot du poète : pour défendre son être, il a perdu sa raison d'être.

Mais il n'en est rien. Au contraire, tous les observateurs sont frappés du progrès moral qui se constate chaque jour davantage dans le peuple russe. C'est d'abord l'enrichissement intellectuel. Sans rappeler les cours d'illettrés, les écoles de toutes sortes, il se manifeste par la multiplication des journaux imprimés, dactylographiés parfois, faute de papier, dans des endroits qui n'en avaient jamais connu, par l'assainissement de ces « izbas-bibliothèques » qui deviennent les lieux de réunion dans les bourgs, par cette soif de représentations dramatiques qui inquiète presque Lounetcharskv. Les groupements communistes, les Ligues de la Jeunesse, en recrutant de nouveaux mem-

bres, en ouvrant des cours de tous degrés, en donnant des conférences, en exposant dans les meetings les grandes questions du jour, la politique locale, nationale, internationale même, sont précisément les plus puissants facteurs d'éducation générale des masses. Le Parti Communiste n'est pas une secte étroite et égoïste de privilégiés jaloux. Tout au contraire, il ne cherche qu'à élargir ses rangs, à entraîner avec lui, vers l'affranchissement, vers la lumière et vers l'action consciente, un nombre de plus en plus grand de ceux qu'on appelle aujourd'hui les « sans-parti ». Sa propagande n'est pas à proprement parler une propagande politique, mais un véritable instrument d'instruction et d'éveil. Il y a identité entre le progrès moral du peuple russe et la prospérité du Parti Communiste.

A cet enrichissement intellectuel correspond en effet une activité de plus en plus marquée des masses dans l'administration politique ou économique et dans le gouvernement.

Les soviets, leurs élections, leurs assemblées plénières, leurs congrès sont pour ainsi dire les formes suprêmes et solennelles de cette activité. On sait que la nécessité de prendre des décisions rapides et énergiques prime en temps de guerre les droits de la délibération. Il était donc fatal que dans la situation de camp retranché où se trouvait la Russie, le rôle des Soviets ait été réduit au profit des comités Exécutifs, moins nombreux et plus expéditifs, élus par eux. Ils n'ont cependant jamais cessé de se réunir, de se renouveler, d'exprimer la volonté du peuple travailleur, de prendre des décisions et de les exécuter.

Mais accorder une importance exclusive aux Soviets, c'est-à-dire à l'exercice du pouvoir dans sa forme politique, ce serait faire preuve d'un préjugé parlementariste, ce serait ne voir qu'un des aspects de la souveraineté du prolétariat. Celui qui possède le contenu substantiel du pouvoir, c'est en réalité celui qui l'applique chaque jour, dans toutes les circonstances de la vie. Or, non seulement le prolétariat russe, par ses délégués élus aux Soviets, aux Comités Exécutifs et aux Congrès, même pendant la guerre, n'a jamais cessé de faire les lois et les règlements, mais encore il a été maître de leur application. On se représente non pas même l'ouvrier mais le paysan de n'importe quel village reculé. Tous les quatre mois en moyenne, il élit son Soviet, à moins qu'il n'en soit membre lui-même, puisqu'il y a un membre sur cent habitants. Dans l'intervalle se réunissent des conférences générales qui n'ont pas de pouvoir législatif, mais qui émettent des vœux pratiquement obligatoires pour les autorités du ressort correspondant. Des orateurs de la ville y viennent exposer de manière accessible à tous, même à ceux qui ne savent pas lire le journal, les grandes questions d'actualité. Prenons au hasard la province d'Ekaterinbourg : dans la première moitié du mois d'octobre dernier, il s'est tenu là-bas 300 conférences de cantons ou de districts, dont les participants ont été élus par les vil-

lages. Là les communistes ne sont qu'une infime minorité, puisqu'on cherche au contraire à rassembler les sans-parti et que le Parti Communiste se présente devant eux pour rendre compte, pour demander non pas seulement approbation, mais collaboration. L'ordre du jour touche toutes les questions : guerre, approvisionnement, agriculture, contrôle, travaux publics, prévoyance sociale, etc. Les rapports sont faits par les chefs des sections administratives correspondantes. Il y a discussion animée, car si le paysan est peu instruit, il ne faut pas croire qu'il manque de sens critique et de clairvoyance. Finalement des résolutions sont votées. Elles approuvent d'ordinaire les principes communistes, mais réclament des perfectionnements dans l'application et la suppression des abus. N'est-ce pas la preuve que la direction du Parti Communiste est reconnue bonne d'une part, et que d'autre part les masses travailleuses deviennent aptes à discuter les affaires publiques, à contrôler l'administration, c'est-à-dire à gouverner elles-mêmes ?

L'année dernière une épouvantable épidémie de typhus n'a pu être conjurée que par l'appel qui a été fait à l'activité de toute la population. Des « commissions de propreté » ont été constituées par les villages et, instruites par les sections sanitaires des Comités Exécutifs locaux, ont veillé à l'observation des précautions indiquées, ont ajouté leurs initiatives précieuses. C'est un principe que « la santé des masses doit être l'œuvre des masses ».

Si nous passons dans les villes, les occasions sont plus multiples encore où l'initiative ouvrière est appelée à se manifester. Outre les Soviets, les Conférences générales, les Commissions de toute sorte, ce sont par exemple les « groupements d'inspection » élus tous les quatre mois dans chaque entreprise, sur les chemins de fer, dans l'armée rouge elle-même, par l'assemblée générale des ouvriers ou des soldats, pour assister à toutes les opérations administratives, relever les irrégularités et assurer la bonne marche du service. Ces groupements d'inspection se répandent même dans les campagnes, pour contrôler les organes exécutifs des bourgs et des cantons.

La République Soviétiste a institué les restaurants communaux, où chaque citoyen reçoit un repas gratuit. Ce sont les pensionnaires inscrits dans chacun de ces restaurants qui sont chargés à tour de rôle de son contrôle.

Après des écoles, existent des conseils de parents, qui assistent aux séances des conseils pédagogiques, à toutes les commissions, aux classes, aux jeux des enfants, et veillent à ce que l'enseignement soit bien celui qui est nécessaire au peuple.

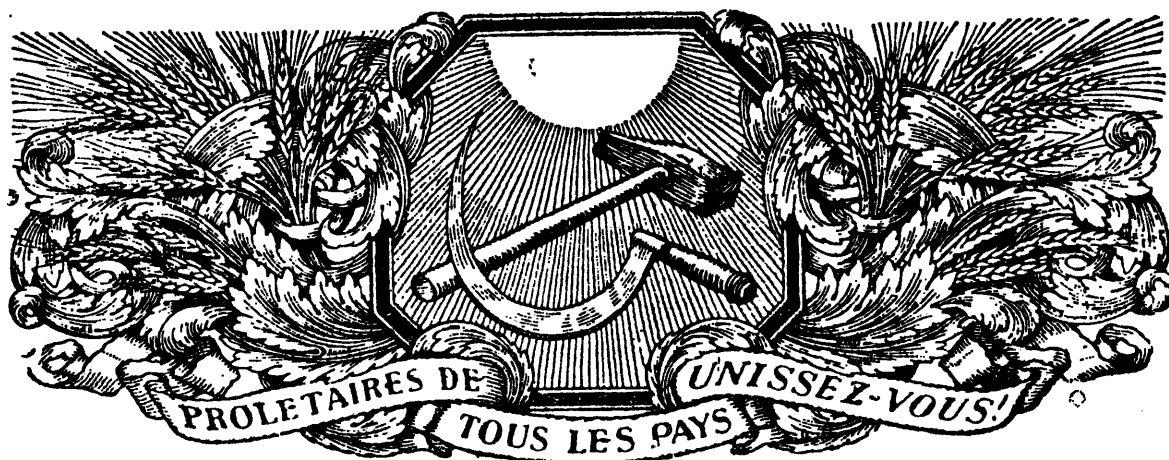
Il serait long d'énumérer et de décrire toutes ces institutions où se fait peu à peu, par la pratique, l'éducation politique et administrative des travailleurs. Il faudrait ajouter

les écoles militaires, la formation morale poursuivie dans l'armée rouge, la propagande parmi les femmes pour les éveiller à la vie consciente et sociale. Voilà ce qui a pu être obtenu malgré l'état de guerre et de crise aiguë. Voilà un tableau très succinct de ce qui constitue la démocratie soviétiste ou la « démocratie ouvrière ».

Aujourd'hui, dès qu'on a pu croire la guerre vraisemblablement finie, le Parti Communiste dirigeant a commencé à développer davantage encore cette démocratie ouvrière. Le dernier Congrès des Soviets l'a décidé, les assemblées délibératives reprennent le pas sur les Comités Exécutifs. On voit les soviets transporter leurs séances au milieu des usines ou des casernes, pour permettre à la fois des soldats et des ouvriers de formuler directement leurs désirs, leurs plaintes et leurs propositions. On procède actuellement à l'élection de soviets dans les petits centres qui n'en avaient pas. La grande campagne agricole menée depuis le début de l'année repose tout entière sur l'initiative des paysans, représentés dans les « comités d'ensemencement » et constituant seuls les « comités villageois pour l'amélioration de la culture ». Les usines entrent dans une phase nouvelle. Qu'est-ce que la « propagande pour la production », dont on parle tant maintenant, sinon un ensemble de mesures destinées à faire comprendre à l'ouvrier pourquoi il exécute tel ou tel travail et à l'inviter à rechercher les moyens d'exécuter ce même travail avec moins d'efforts ? Pour cela la direction vient exposer la situation, elle dépose son bilan, elle rend ses comptes, non plus devant des actionnaires, mais devant l'assemblée générale des ouvriers, qui discutent, qui approuvent, qui blâment et qui proposent. N'est-ce pas l'unique moyen réel de rendre peu à peu les ouvriers capables de s'élever jusqu'au rôle de directeurs effectifs et expérimentés ? C'est donc bien une phase nouvelle qui commence. Il y a eu au début de la Révolution un contrôle ouvrier chaotique, simple réaction spontanée contre l'ancien régime. Ensuite est venue l'autorité d'un directeur unique ou collectif contrôlé seulement par en haut. Aujourd'hui commence la période du contrôle ouvrier direct et permanent, mais conscient et méthodique.

Le grand mot d'ordre du X^e Congrès du Parti Communiste qui vient de se terminer a été encore un appel à l'activité des masses. Est-ce bien le moment d'entreprendre auprès des camarades révolutionnaires une campagne pour dénoncer la soi-disant tyrannie du Parti Communiste, la fiction du pouvoir des Soviets, etc... ? La vraie démocratie n'est pas toute faite comme celle qui n'est que mots, elle doit se constituer morceau par morceau, par un travail acharné dans les esprits des hommes. Les masses ne sont pas prêtes à la réaliser, il faut les y préparer. La République Soviétiste a déjà commencé ce travail, elle le poursuit aujourd'hui plus activement que jamais.

Pierre PASCAL.



LES TROIS FORCES

Discours de Lénine au Congrès panrusse des Transports

Camarades, permettez-moi avant tout de vous remercier de votre chaleureux accueil et de répondre de même en saluant votre Congrès (*Vifs applaudissements*). Avant d'aborder le sujet, c'est-à-dire votre Congrès, vos travaux, et les résultats qu'en attend tout l'État Soviétiste, permettez-moi de prendre les choses d'un peu plus haut.

En traversant votre salle, je viens de rencontrer un placard portant l'inscription : « *Le règne des ouvriers et des paysans n'aura pas de fin* ». En lisant cet étrange placard, qui, je le reconnais, n'était pas dressé à la place ordinaire, mais dans un coin, — sans doute quelqu'un aura compris qu'il était mal venu et l'aura écarté — je me suis mis à penser : « Ainsi donc, même sur les choses les plus élémentaires et les plus fondamentales, il existe chez nous des malentendus et des idées fausses ». Et en effet si le règne des ouvriers et des paysans ne devait pas avoir de fin, cela signifierait qu'il n'y aura jamais de socialisme, puisque le socialisme est la suppression des classes : or tant qu'il y a des ouvriers il y a des classes, et par suite il ne peut pas y avoir de véritable socialisme. En songeant qu'après 3 ans écoulés depuis la Révolution de Novembre, il existe chez nous des placards de cette sorte, quoique, si vous voulez, retirés dans un coin, je me suis pris à penser qu'il y a encore des malentendus excessivement profonds sur nos devises les plus répandues et les plus employées.

Nous chantons tous que c'est aujourd'hui la lutte finale et décisive, c'est bien là, je crois, une de nos devises les plus répandues, répétée par nous tous. Or je crains fort que si nous demandions à la plupart des communistes contre qui ils mènent actuellement cette bataille qui certes n'est pas la finale, ce mot est trop ambitieux,

mais une des batailles dernières et décisives, bien peu nombreux seraient ceux qui donneraient une réponse acceptable à cette question et qui comprennent clairement contre quoi et contre qui nous menons actuellement une de nos dernières et décisives batailles. Il me semble qu'à ce début de printemps, vu les événements politiques qui ont attiré l'attention des masses ouvrières et paysannes, il faut encore une fois analyser ou du moins examiner de nouveau cette question : contre qui menons-nous au printemps de 1921, au moment où nous sommes, une de nos dernières et décisives batailles ? Permettez-moi de m'arrêter sur cette question.

Pour l'analyser, il faut avant tout passer en revue le plus froidement possible les diverses forces opposées dont l'antagonisme conditionne le sort du Pouvoir des Soviets et d'une façon générale le cours et le développement de la Révolution Proletarienne, de la Révolution pour le renversement du capital en Russie et dans les autres pays. Quelles sont ces forces ? Comment se groupent-elles les unes contre les autres ? Quelles sont actuellement les positions occupées par elles ? Toute crise politique de quelque importance, toute tournure nouvelle, même insignifiante, des événements politiques, doit nécessairement amener n'importe quel ouvrier ou paysan qui réfléchit à cette question de la nature et du groupement des forces qui sont en présence. C'est seulement lorsque nous saurons tenir compte exactement et avec un parfait sang-froid, indépendamment de nos sympathies et de nos désirs, de toutes ces forces, que nous pourrons tirer des conclusions justes quant à notre politique générale et à notre programme actuel. Abordons donc l'examen rapide de ces forces.

La force prolétarienne

Dans leur essence, elles sont au nombre de 3. Je commencerai par celle qui est le plus près de nous, le prolétariat. C'est la première classe distincte. Vous le savez bien tous, puisque vous vivez au centre même de cette classe. Quel est son état actuel ? Dans la République Soviétiste c'est la classe qui a pris le Pouvoir il y a 3 ans et demi et qui a réalisé pendant tout ce temps sa domination, sa dictature, et qui a souffert, supporté plus de privations, de calamités et de tourments que n'importe quelle autre. Ces 3 ans et demi dont la plus grande partie a été occupée par une guerre civile acharnée contre tout l'univers capitaliste ont fait s'abattre sur la classe ouvrière une somme de malheurs, de sacrifices et de misères de toutes sortes comme on n'en a jamais vu dans le monde.

Nous avons constaté un prodige étonnant. Cette classe, en prenant en mains le pouvoir politique, avait bien conscience de le prendre seul. C'est d'ailleurs là le sens de la dictature du prolétariat. Cette conception n'est possible que si une classe sait qu'elle prend à elle seule le pouvoir politique et si elle ne trompe personne, ni elle ni les autres, par de vaines paroles sur un soi-disant pouvoir national, fondé sur le suffrage universel et consacré par tout le peuple. Les amateurs de cette littérature, vous ne l'ignorez pas, ne sont pas rares, mais ils ne se trouvent pas dans le prolétariat, car les prolétaires ont appris par expérience ce qu'elle vaut. Ils ont inscrit dans la Constitution de la République qu'il s'agit de la dictature du prolétariat. Ils savaient qu'ils prenaient le pouvoir seuls, dans des circonstances exceptionnellement difficiles. Ils l'ont réalisé comme on réalise toute dictature, c'est-à-dire avec le maximum de fermeté et d'intransigeance. Et en même temps ils ont subi pendant ces 3 ans de domination politique plus de malheurs, de privations, de disettes, d'empirement de leur situation économique qu'aucune autre classe au cours de l'histoire. On comprend qu'après une tension aussi surhumaine, nous soyons obligés de constater aujourd'hui une fatigue et un épuisement particuliers de cette classe.

Comment a-t-il pu se faire que dans un pays où le prolétariat est si peu nombreux en comparaison du reste de la population, dans un pays retardataire séparé artificiellement et par la force des pays possédant un prolétariat plus nombreux, conscient, plus discipliné et plus organisé, comment a-t-il pu se faire que dans un tel pays, contre la résistance et l'offensive de la bourgeoisie internationale, une seule classe ait pu réaliser sa dictature ? Comment cela a-t-il pu durer 3 ans et demi ? C'est que cette classe a trouvé un soutien dans le pays même parmi la masse paysanne.

J'ai dit, et chacun de vous a pu l'observer sur ses plus proches camarades d'usine, de dépôt et d'atelier, jamais la disgrâce de cette classe n'a été aussi grande et aussi aiguë qu'à l'époque de la dictature. Jamais le pays n'a atteint un tel degré de fatigue et d'usure qu'aujourd'hui. Qu'est-ce donc qui a donné à cette classe la force morale nécessaire pour supporter ces souffrances ? La chose est claire, il faut qu'elle ait trouvé quelque part l'énergie morale de surmonter ses privations matérielles. La force morale, le soutien moral, comme vous le savez, sont choses indéterminées par lesquelles on peut attendre à peu

près tout ce qu'on veut. Pour éviter le danger d'introduire sous cette dénomination de force morale tout élément vague ou imaginaire, je me demande s'il n'y aurait pas moyen de définir exactement ce qui a fourni au prolétariat la force morale de supporter les privations matérielles inouïes liées à sa domination politique. A mon avis, si on pose la question de cette façon on y trouvera une réponse précise. Demandez-vous si la République Soviétiste aurait pu supporter pendant 3 ans et demi ce qu'elle a supporté et se défendre victorieusement contre les gardes-blancs soutenus par les capitalistes de toutes les parties du monde, si elle avait eu à côté d'elle des pays retardataires, au lieu d'avoir des pays avancés ? Il suffit de poser la question pour y répondre sans hésitation.

Pendant 3 ans, les plus riches puissances du monde nous ont fait la guerre. Les forces militaires dont disposaient contre nous Koitchak, Youdenitch, Denikine et Wrangel, vous le savez fort bien puisque chacun de vous a participé à cette guerre, dépassaient de bien des fois, infiniment et sans nul doute, nos propres forces. Vous savez aussi que la puissance de tous ces Etats est encore aujourd'hui incomparablement supérieure à la nôtre. Comment a-t-il donc pu arriver que ces ennemis se soient proposés de vaincre le Pouvoir des Soviets et ne l'aient pas vaincu ? Comment expliquer cela ? Nous avons une réponse précise. Cela a pu se faire parce que le prolétariat de tous les pays capitalistes était pour nous. Même dans les cas où il se trouvait sous l'influence des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires — en Occident ils portent d'autres noms — il n'en a pas moins refusé de soutenir nos ennemis. Finalement, les chefs étant obligés de faire des concessions aux masses, les ouvriers ont fait échouer cette guerre.

Ce n'est pas nous qui avons triomphé, puisque nos forces militaires sont infimes, mais la victoire est venue de ce que les puissances n'ont pas pu mettre en jeu contre nous toutes leurs forces armées. Les ouvriers des pays avancés déterminent à un tel point la marche de la guerre qu'il est impossible de la faire contre leur volonté, et finalement ce sont eux qui l'ont fait échouer par leur résistance passive ou semi-passive. Ce fait indiscutable répond exactement à la question : où le prolétariat russe a-t-il puisé la force morale nécessaire 3 ans et demi pour vaincre ? La force morale de l'ouvrier russe a été de connaître, de sentir, de toucher le secours et l'aide qui lui étaient apportés dans la lutte par le prolétariat de tous les pays avancés d'Occident.

Dans quel sens se poursuit là-bas le développement du mouvement ouvrier, les scissions des partis socialistes anglais, français, italien, et d'autres pays vainqueurs ou vaincus, de divers degrés de civilisation et de développement économique, nous le montrent clairement. Dans tous les pays, le gros événement de cette année a été la constitution, sur les ruines des partis socialistes et social-démocratiques — mencheviks ou s.-r. en russe, — de partis communistes soutenus par tous les éléments avancés de la classe ouvrière. Il ne fait aucun doute que si au lieu de pays avancés, nous avions eu contre nous des pays retardataires ne possédant pas un aussi puissant prolétariat, nous n'aurions pas tenu 3 ans, ni même 3 mois. Notre prolétariat aurait-il pu avoir la force morale nécessaire, s'il ne s'était pas appuyé sur la sympathie des ouvriers des pays avancés, qui nous ont soutenus, malgré les ca-

lornies répandues à des millions d'exemplaires par les impérialistes, malgré les efforts des leaders ouvriers menchéviks et s.-r. pour désorganiser la campagne ouvrière en notre faveur? Grâce à ce soutien notre prolétariat, faible numériquement, épuisé par ses souffrances et ses privations, a triomphé, parce qu'il était fort de sa force morale.

Telle est donc la première force.

La force paysanne

La seconde force, c'est ce qu'il y a entre le développement du capital et le prolétariat. C'est la petite bourgeoisie, les petits producteurs, résultant en Russie de l'énorme prépondérance de la population paysanne. D'une façon générale, ce sont les petits patrons et la petite culture. Pour les neuf dixièmes ces éléments sont tels et ne peuvent pas être autres. Dans la lutte aiguë du capital et du travail, ils ne prennent point part. Les conditions économiques et politiques, loin de les rapprocher, les désunissent, les séparent l'un de l'autre, les transforment en des millions de petits producteurs isolés. Ces faits, vous les connaissez tous. Les communes agricoles, les associations de culture en commun n'y changeront rien avant une longue suite d'années.

Cette force, grâce à l'énergie révolutionnaire et à l'audace de la dictature du prolétariat, s'est débarrassée avec une rapidité foudroyante de ses ennemis de droite, de la classe des grands propriétaires dont elle a anéanti la domination. Mais plus cette Révolution s'est vivement accomplie, plus elle s'est mise vivement à organiser sa propre exploitation du sol devenu national, plus catégoriquement elle s'est débarrassée aussi d'une petite minorité de bourgeoisie campagnarde, et plus vite elle s'est changée elle-même en petits patrons. Les campagnes russes se sont nivelées. La proportion des grands cultivateurs et des paysans sans culture a diminué, celle des cultivateurs moyens a augmenté. Nos campagnes sont devenues petites bourgeoises. C'est là une classe indépendante, qui après la suppression et l'expulsion des grands propriétaires et des capitalistes demeure la seule classe capable de s'opposer au prolétariat. Et c'est pourquoi il est absurde d'écrire sur nos placards que le règne des ouvriers et des paysans n'aura pas de fin.

Vous savez ce qui caractérise cette force au point de vue politique. C'est une force d'oscillation. Nous l'avons vu pendant notre Révolution à tous les bouts du pays, en Russie d'une façon, en Sibérie d'une autre, en Ukraine d'une troisième, mais partout le résultat a été le même : c'est une force d'oscillation. Elle a été longtemps menée par les s.-r. et les menchéviks, grâce à Kerensky, ensuite au moment de Koltchak, à Samara sous l'Assemblée Constituante, puis sous le Ministère du menchévik Maevsky. Cette force hésitait entre la direction du prolétariat et celle de la bourgeoisie. Pourquoi donc cette force qui compose l'énorme majorité ne s'est-elle jamais conduite elle-même? C'est que les conditions économiques de son existence sont telles qu'elle est impuissante à s'unir et à se grouper elle-même. La chose est claire pour tous ceux qui ne se laissent pas tromper par de vaines paroles sur le suffrage universel, la Constituante et autres boniments du même genre qui ont servi à tourner la tête au peuple pendant des siècles dans tous les pays, et chez nous pendant bien des mois de la

part des s.-r. et des menchéviks, qui d'ailleurs y ont chaque fois fait la culbute (*Applaudissements*). Nous le savons par notre propre expérience, et nous en voyons la confirmation dans toutes les révolutions du monde depuis l'époque moderne, à peu près 150 ans.

Toujours et partout, les tentatives de la petite bourgeoisie en général et des paysans en particulier pour prendre conscience de leur force, pour diriger à leur façon la vie économique et politique, ont abouti à un échec. Ou bien la direction du prolétariat, ou bien celle des capitalistes, pas de milieu. Rêver d'un milieu, c'est contredire la politique, l'économie et l'histoire. Toute la doctrine de Marx prouve que dès lors qu'on a un petit producteur propriétaire du sol et des instruments de production, il s'établit nécessairement un échange d'où résulte le capital, et par suite un antagonisme entre le capital et le travail. La lutte entre le capital et le prolétariat est une fatalité, une loi universelle, qu'on est obligé de voir à moins de se leurrer volontairement.

De ces faits économiques fondamentaux découle la raison pour laquelle cette force est incapable de prendre une physionomie propre et a toujours échoué au cours des révolutions. Si le prolétariat ne réussit pas à diriger la révolution, cette force tombe fatalement sous la main de la bourgeoisie. C'est ce qui s'est produit toujours, et les Russes ne sont pas faits d'une pâte spéciale : s'ils veulent faire les saints, ils ne réussiront qu'à se rendre ridicules. L'histoire se rapporte à nous comme aux autres. Et d'ailleurs l'évidence est ici plus grande qu'ailleurs, puisque nous avons connu Kerensky. A cette époque, le Gouvernement avait pour le soutenir 100 fois plus d'hommes intelligents, instruits, experts en politique et en administration, que les bolchéviks. Si l'on compte tous les fonctionnaires qui nous ont saboté et qui, au contraire, n'ont jamais essayé de saboter le Gouvernement de Kerensky appuyé sur les menchéviks et les s.-r., on en trouvera un nombre formidable, et malgré tout ce gouvernement est tombé. Il y a donc eu des causes qui ont été plus fortes que l'énorme prédominance des forces intellectuelles habituées à l'administration et préparées au pouvoir bien des années avant de le prendre. La même expérience a été faite sous des formes variées par l'Ukraine, le Don, le Kouban, avec un résultat toujours identique. On ne saurait donc parler d'un effet du hasard. C'est au contraire une loi économique et politique de cette seconde force ou bien sous la main du prolétariat, — voie difficile, mais par laquelle on échappe à la domination des propriétaires et des capitalistes — ou bien sous la main des capitalistes, comme dans les Républiques démocratiques, même en Amérique, où la distribution gratuite de la terre n'est pas encore terminée (on distribuait 60 hectares gratuitement à tout arrivant; peut-on rien imaginer de mieux? Et où cela a-t-il conduit : à l'entière dictature du capital.

Telle est la seconde force.

Chez nous, cette seconde force hésite, elle est particulièrement fatiguée. Elle subit le poids de la Révolution, de plus en plus grand pendant les années écoulées : mauvaise récolte, exigences de l'Etat, épidémies du bétail, manque de fourrage, etc. Dans cette situation on comprend que la masse paysanne ait cédé au découragement. Elle ne pouvait pas penser améliorer son sort, bien que trois ans se soient passés depuis la suppression des grands propriétaires. Or, une amélioration

ration est cependant indispensable. L'armée démobilisée ne trouve plus le moyen d'utiliser rationnellement ses bras. Et alors cette force petite-bourgeoise se change en un élément anarchique qui énonce ses exigences dans le trouble.

La force capitaliste

La troisième force est connue de tous, ce sont les grands propriétaires et les capitalistes. Chez nous cette force n'est plus visible. Mais un événement particulièrement important, une leçon extrêmement grave de ces dernières semaines, les événements de Cronstadt, ont été comme l'éclair qui jette une lueur vive sur la réalité.

Il n'y a pas de pays d'Europe où ne se rencontrent nos gardes-blancs. Il y a 700.000 émigrés de Russie. Ce sont les capitalistes en fuite et la masse de fonctionnaires qui n'ont pas pu s'adapter au Pouvoir des Soviets. Cette troisième force, nous ne la voyons pas, elle a passé la frontière, mais elle existe et elle agit en alliance avec les capitalistes du monde entier qui la soutiennent comme ils ont soutenu Koltchak, Youdenitch et Wrangel, financièrement et par tous les autres moyens.

Ces gens, nous nous les rappelons tous. Vous avez certainement remarqué ces jours derniers l'abondance dans nos journaux des citations de la presse contre-révolutionnaire sur des événements de Cronstadt. Ces événements ont été commentés par Bourtzev à Paris, par Milioukov. Pourquoi nos journaux y ont-ils attaché tant d'attention ? Est-ce à juste titre ? Oui certes, il faut connaître son ennemi. Il n'est plus si visible une fois qu'il a passé la frontière, mais regardez bien, il n'est pas loin, tout au plus à quelques milliers de verstes, et là il s'est tapi. Il est sain et sauf, en position d'attente. Voilà pourquoi il nous faut rester sur nos gardes, d'autant plus que ce ne sont pas de simples émigrés, mais les propres lieutenants du capital universel, entretenus à ses frais et soumis à ses ordres.

Vous avez remarqué aussi que ces citations sont accompagnées de citations de journaux français et anglais. C'est en effet un seul et même orchestre. Il est vrai que ces orchestres-là n'ont pas un unique chef et ne suivent pas une partition toute faite. Là-bas, le chef d'orchestre c'est le capital international, et ses méthodes sont moins visibles que la baguette accoutumée, mais que l'orchestre soit le même, la chose est claire. Ils ont reconnu que si l'on prend comme mot d'ordre : « le Pouvoir des Soviets sans les bolchéviks », ils sont tous d'accord. Milioukov explique bien la chose. Il a attentivement étudié l'histoire et renouvelé ses connaissances à ses dépens, pendant 20 mois. Il déclare que, lui aussi, il est pour le Pouvoir des Soviets sans les bolchéviks.

Sera-ce un mouvement un peu plus à droite ou bien un peu plus à gauche du côté des anarchistes, on ne s'en rend pas bien compte à Paris. On ne voit pas là-bas ce qui se passe à Cronstadt, mais Milioukov déclare en tout cas : « Messieurs les monarchistes, ne vous pressez pas trop, n'allez pas gêner notre travail avec vos manifestations. » Et il déclare que si le mouvement va à gauche, il est prêt à marcher pour le Pouvoir des Soviets contre les bolchéviks. Voilà ce qu'écrit Milioukov et ce qui est absolument juste. Il a tiré quelques profits de l'histoire de Russie, puisqu'il affirme que les événements de Cronstadt visent à créer un Pouvoir des Soviets sans les bolchéviks : un peu plus à droite, un peu de

commerce libre, un peu de Constituante. Ecoutez le premier menchévik venu, et vous entendrez la même chose, peut-être même sans sortir de cette salle. (*Applaudissements.*) Si le mot d'ordre de Cronstadt est une tendance à gauche, le Pouvoir des Soviets avec les anarchistes créés par nos malheurs, la guerre et la démobilisation, pourquoi donc Milioukov est-il pour lui ? C'est qu'il sait que cette tendance peut pencher soit du côté de la dictature du prolétariat, soit du capital.

Le Pouvoir politique ne saurait exister autrement. Quoi que nous menions actuellement non pas notre lutte finale, mais un des combats décisifs et derniers, la seule réponse juste à la question : contre qui luttons-nous aujourd'hui ? est : contre l'élément petit-bourgeois sous notre propre toit. (*Applaudissements.*) Pour ce qui est des propriétaires et des capitalistes, nous avons gagné sur eux la première manche, mais la première seulement, car la seconde rencontre aura lieu sur l'arène internationale. Le capitalisme contemporain, quand même il serait cent fois plus fort, est incapable de nous combattre, parce que les ouvriers des pays avancés le lui interdisent aujourd'hui encore plus certainement qu'auparavant, et parce que les conséquences de la guerre se développent chaque jour davantage.

Mais l'élément petit-bourgeois, déjà vaincu chez nous, relèvera encore la tête, et c'est sur quoi comptent les propriétaires et les capitalistes, surtout les plus intelligents, comme Milioukov, qui dit aux monarchistes : restez tranquilles, ne dites rien, parce qu'autrement vous fortifieriez le Pouvoir des Soviets. Cette vérité ressort de toute la marche des révolutions où se sont produites de brèves dictatures des travailleurs, soutenues provisoirement par les paysans, mais sans s'affermir définitivement, tout revenant bientôt en arrière. On revenait en arrière précisément parce que les paysans, les petits producteurs, ne peuvent pas avoir une politique à eux, et après une série d'oscillations, sont obligés de revenir en arrière. C'est ce qui s'est passé pendant la grande révolution française, et aussi à une moindre envergure, dans toutes les révolutions. Cette leçon a profité à tous. Nos gardes-blancs ont passé la frontière, ils se sont écartés à trois journées de marche, et tapis là, ils attendent, soutenus par le capital occidental. Voilà quelle est la situation. De là découle clairement le devoir du prolétariat.

La fatigue et l'épuisement engendrent un certain état d'âme qui ressemble parfois au découragement. Comme toujours, parmi les éléments révolutionnaires ce découragement s'exprime par l'anarchisme. C'est ce qui s'est produit dans tous les Etats capitalistes, c'est ce qui arrive chez nous. L'élément petit-bourgeois traverse une crise, parce que ces dernières années lui ont été dures, quoique moins dures que 1919 au prolétariat. La classe paysanne a dû sauver l'Etat, livrer ses produits sans compensation, elle n'est plus capable de soutenir le même effort, et voilà pourquoi ces hésitations, ces oscillations. L'ennemi capitaliste, qui les connaît, dit : laissons-la hésiter, un peu plus tard elle s'écroulera en arrière. Voilà le sens des événements de Cronstadt du point de vue des forces des classes en présence, en Russie et dans le monde. Voilà le sens de l'un des derniers et décisifs combats que nous menons, puisque cet élément anarchique petit-bourgeois n'est pas vaincu et que de cette victoire dépend cependant le sort de la Révolution. Si nous ne triomphons pas, nous reculerons en arrière, comme la Révolution française. La

chose est fatale, il faut la voir en face sans se laisser amuser par des phrases. Il faut faire tout ce qui est en notre pouvoir pour alléger la situation de la masse et pour conserver la direction au prolétariat. Alors le mouvement de la Révolution communiste qui grandit en Europe acquerra des forces nouvelles. Ce qui ne s'est pas produit là-bas aujourd'hui se produira peut-être demain ou après-demain, avec cette réserve que demain et après-demain dans l'histoire universelle se comptent par quelques années.

Voilà ma réponse à la question : contre qui menons-nous un de nos derniers et décisifs combats, quel est le sens des derniers événements, où va se livrer la lutte de classe en Russie ? On comprend maintenant l'acuité de cette lutte, la difficulté que nous avons à comprendre que notre principal ennemi n'est pas Youdenitch, Koltchak ou Denikine, mais notre propre milieu.

Cohésion et discipline

Je puis maintenant passer à la conclusion de ce discours trop prolongé, c'est-à-dire à la situation des transports par chemin de fer et par eau et au présent congrès. J'estime que le tableau que je viens de tracer est indissolublement et étroitement lié au rôle des transports. Aucune autre partie du prolétariat ne touche aussi quotidiennement l'industrie et l'agriculture que les cheminots et les marinières. C'est vous qui fournissez aux villes les produits et qui devez vivifier les campagnes avec les objets fabriqués. Les ouvriers des chemins de fer et des voies fluviales le comprennent mieux que quiconque, puisque c'est leur travail quotidien. Et par suite ils doivent comprendre le rôle exceptionnellement important qui leur incombe actuellement.

Votre Congrès s'est rassemblé à un moment où des tiraillements se produisent entre les éléments directeurs et la masse de votre Fédération. Lorsque cette question a été examinée au dernier Congrès du Parti Communiste, il a été décidé de la résoudre en subordonnant les directeurs à la masse, et en corrigeant certaines erreurs, partielles, mais cependant à corriger, commises par les directeurs. Le Congrès a fait ces corrections. Lorsqu'il a commencé, le désaccord était plus grand ; après lui, nous trouvons plus de cohésion et d'unité dans les rangs du Parti Communiste. Voilà la réponse légitime, nécessaire et seule juste donnée par l'avant garde du prolétariat au mouvement de l'élément anarchique petit-bourgeois.

Si nous, ouvriers conscients, nous comprenons les dangers de ce mouvement, si nous nous groupons, si nous travaillons avec 10 fois plus d'harmonie, 100 fois plus de cohésion, nous décuplons nos forces, et alors après la victoire militaire nous triompherons aussi des hésitations et des oscillations de cet élément qui trouble toute notre vie quotidienne et qui, pour cette raison, je le répète, constitue un danger. La décision du Congrès Communiste, en rectifiant les points signalés, est un pas en avant vers la cohésion et l'unité d'action de l'armée prolétarienne, il vous appartient maintenant, à votre Congrès, de mettre en pratique cette décision.

Je le répète, vous êtes la partie du prolétariat dont la destinée de la Révolution dépend plus que de n'importe quelle autre. Il nous faut restaurer la circulation entre l'agriculture et l'industrie, et pour cela il faut une base matérielle. Les chemins de fer et les voies fluviales sont cette base. Voilà

pourquoi vous devez considérer vos fonctions avec un sérieux particulier, vous tous, non seulement ceux qui appartiennent au Parti Communiste et qui par conséquent sont les acteurs conscients de la dictature du prolétariat, mais encore ceux qui n'y appartiennent pas, mais qui sont membres de cette fédération qui embrasse un million ou un million et demi de travailleurs des transports.

Les leçons de notre Révolution et de toutes les Révolutions précédentes doivent nous éclairer sur les difficultés du moment et vous apprendre à ne pas vous laisser tromper par les vaines paroles de liberté, de Constituante, de Soviets libres ou autres étiquettes dont se couvrent Milloukov et ses partisans, elles doivent vous éclairer sur les rapports des classes, et vous fournir par là une base solide et impartiale pour tirer toutes les conclusions politiques. Vous verrez clairement que nous traversons une période de crise où il dépend de nous que la Révolution prolétarienne aille à la victoire aussi résolument que jusqu'à ce jour, ou bien que les hésitations et les oscillations amènent la victoire des gardes-blancs, qui ne changera rien aux difficultés de notre position, et qui reculera seulement de bien des dizaines d'années la Révolution en Russie. Pour vous, représentants des cheminots et des marinières, il ne peut y avoir qu'une conclusion : cent fois plus de cohésion prolétarienne et de discipline prolétarienne. Coûte que coûte, camarades, vous devez appliquer ce mot d'ordre et par là triompher. (*Applaudissements.*)

N. LENINE.



N. LENINE

La Maladie infantile du Communisme

(Le Communisme de gauche)

UN VOLUME

PRIX 4. »
FRANCO 4.50

L'édition sera vite épuisée
Hâtez-vous de commander votre
exemplaire.

Bibliothèque Communiste
123, Rue Montmartre, Paris.
Envoyer lettres et mandats à René Regnaud

LES STATUTS DU PARTI

Amendements présentés par le Comité de la III^e Internationale

Au cours de sa séance plénière du 29 avril, le Comité de la 3^e Internationale après avoir examiné le projet de statuts élaboré par le Comité Directeur, a décidé de charger ses adhérents de défendre au sein de leurs sections les amendements que nous publions ci-dessous, amendements destinés à compléter le projet du Comité Directeur.

Le Comité, ayant supprimé certains articles du projet du Parti, le numérotage de ceux-ci se trouve changé. Nous publions donc également le texte des articles qui n'ont pas subi de modifications.

La Constitution du Parti

Article 1^{er}. — Le Parti Communiste est fondé sur les principes essentiels suivants :

1^o Entente et action internationale des travailleurs ;

2^o Organisation du prolétariat en parti de lutte de classe pour la conquête révolutionnaire du pouvoir et l'instauration de la société communiste ;

3^o Etablissement de la dictature et son maintien aussi longtemps que les circonstances l'exigeront.

Art. 2. — Le titre du Parti est « Parti Communiste, Section Française de l'Internationale Communiste ».

Art. 3. — Les adhérents acceptent les principes, les statuts, le règlement, la tactique et la discipline du Parti.

Organisation du Parti, des Sections, des Fédérations

Art. 4. — Les membres du Parti forment, dans chaque commune, une section. Ils doivent assister aux réunions de la Section, participer à son action, être porteurs de la carte du Parti et acquitter les cotisations au profit de l'organisme central de la Section. Celle-ci doit être, en principe, celle de leur domicile.

Nul ne peut être porteur de plus d'une carte du Parti.

Pour changer de section, il faut présenter des motifs reconnus valables par la Section que l'on quitte.

Art. 5. — Paris, Lyon, Marseille et les villes où la Section compterait plus de mille adhérents, peuvent être divisés en plusieurs sections. Ces divisions devront être proposées par leur Fédération et approuvées par le Comité National. Les Sections peuvent former, pour des raisons territoriales, des groupes ou des sous-sections, mais il ne saurait y avoir d'action publique du Parti en dehors de la Section qui est sa cellule la plus simple.

Art. 6. — La Section doit, en conséquence, s'organiser en vue de cette action.

Elle nomme au moins annuellement :

1^o Une Commission Exécutive proportionnée à l'importance de ses effectifs. (Cette Commission dé-

signe son bureau, qui doit être ratifié par la Section. La C. E. administre la Section, veille à l'exécution de ses décisions et dirige ses travaux.)

2^o Une Commission de contrôle chargée de vérifier la bonne gestion administrative et financière de la C. E. ;

3^o Ses délégués au Conseil Fédéral, chargés de soutenir, à la Fédération, les décisions de la Section (le secrétaire de la Section fait obligatoirement partie de cette délégation lorsqu'elle compte plusieurs délégués ;

4^o Eventuellement, ses délégués au Conseil municipal communiste.

En tous temps, la Section peut modifier et sa C. E. et sa Commission de Contrôle et ses délégations diverses

Nul ne peut être désigné à une fonction dans le Parti sans l'avis de sa Section.

Art. 7. — Pour adhérer au Parti, le postulant doit adresser au secrétaire de la Section une demande écrite et signée par lui. La Section intéressée ne statue qu'après vérification sérieuse des renseignements qui lui sont fournis.

La Section doit exiger de tous ses adhérents qu'ils fassent partie :

1^o Du Syndicat ouvrier de leur profession s'ils sont syndiqués ;

2^o Des Jeunesses Communistes s'ils n'ont pas 21 ans révolus ;

3^o De toute autre organisation où le Parti jugera utile de pénétrer.

C'est également un devoir pour tout Communiste de faire partie de la Coopérative de sa localité.

Art. 8. — Tout membre du Parti est tenu d'assister régulièrement aux réunions de sa Section et de participer à ses travaux.

La Section reste juge des motifs invoqués pour se soustraire à ces obligations.

L'adhérent qui, sans excuse reconnue valable, aura manqué à plus de cinq séances consécutives de sa Section, sera avisé par le secrétaire de son exclusion à la séance qui suivra immédiatement la réception de l'avis.

La même procédure est applicable à l'égard des membres dont la fréquentation serait jugée trop irrégulière, ainsi qu'à ceux qui n'acquitteraient pas leurs cotisations.

Art. 9. — Pour ses besoins propres d'action et de propagande, la Section peut toujours, et dans la mesure qu'elle juge utile, majorer les prix fixés par le Congrès National, soit de la carte annuelle, soit des timbres mobiles.

Fédération

Art. 10. — Les Sections se constituent dans chaque département en une Fédération unique ayant son administration fédérale.

Pour généraliser la propagande et intensifier l'action, les Fédérations peuvent se grouper en une Union régionale dont la création doit être approuvée et les statuts particuliers ratifiés par le Parti. En aucun cas, l'Union régionale ne pourra se substituer aux Fédérations et se proposer d'autres

objets que ceux pour lesquels elle aura été constituée.

Art. 11. — Une Fédération ne peut être constituée si elle ne compte au moins cinq Sections comprenant un minimum total de cent membres.

Art. 12. — Les Sections d'un département où il n'existe pas de Fédérations devront adhérer à la Fédération d'un département voisin.

Art. 13. — Les Fédérations, en adhérant au Parti, s'engagent à en faire respecter la discipline, les principes et le programme ainsi que les décisions des Congrès nationaux et internationaux et du Comité Directeur.

Art. 14. — Les Fédérations ne peuvent pas introduire dans leurs règlements de dispositions contraires aux statuts du Parti.

Art. 15. — Nul ne peut être membre du Comité Directeur, délégué permanent à la propagande, délégué au Congrès National ou au Conseil National, administrateur, rédacteur ou employé à un journal du Parti, candidat aux élections législatives, s'il n'a pas trois années au moins de présence au Parti.

Art. 16. — Les candidats aux élections législatives seront choisis par les Fédérations intéressées. La liste en sera soumise au Comité Directeur qui pourra rayer, s'il le juge utile, un ou plusieurs noms, mais seule la Fédération devra désigner les remplaçants.

Art. 17. — Les Sections ou Fédérations ne pourront organiser de conférences, réunions ou fêtes avec le concours d'orateurs étrangers au Parti sans qu'un membre du Parti soit régulièrement mandaté pour y prendre la parole.

Tout orateur et propagandiste du Parti a le devoir de propager partout où il le peut les idées communistes. Mais il aurait à répondre devant sa Section, sa Fédération ou le Comité Directeur qui le convoquerait à cet effet, des paroles ou écrits publics dont il serait l'auteur et qui s'opposeraient aux directives générales du Parti.

Art. 18. — La majorité exprimant la volonté souveraine du Congrès National dirige le Parti. Le Parti reconnaît le droit de libre discussion pour les minorités qui peuvent exister dans son sein.

Art. 19. — Les délégués au Congrès National sont élus par les Congrès des Fédérations. Chaque Fédération établit elle-même le mode de nomination de ses délégués. La minorité, s'il y en a une, a droit à une représentation proportionnelle.

Ne pourront participer aux travaux des Congrès que les délégués titulaires ou suppléants régulièrement nommés par les Fédérations et dont les noms auront été communiqués par les secrétaires fédéraux.

Art. 20. — Chaque Fédération a droit à une représentation proportionnelle au nombre de ses membres cotisants.

En conséquence, chaque Fédération aura :

- 1° Un mandat de droit ;
- 2° Un mandat par 25 cotisants.

Art. 21. — Chaque Fédération a droit à un délégué par 20 mandats au plus et fraction de 20 supérieure à 10.

Art. 22. — Les mandats sont calculés sur le nombre de cartes du Parti délivrées au cours de l'année précédente. Celles-ci n'entrent en compte dans le calcul des mandats que dans la mesure où le nombre de timbres pris pour chacune d'elles est égal à huit.

Sont délégués de plein droit à chaque Congrès National :

1° Le secrétaire général, le secrétaire international, le trésorier du Parti, plus 6 membres du Comité Directeur désignés par lui ;

2° 3 membres du groupe parlementaire désignés par ce groupe ;

3° Le directeur de chaque organe du Parti ;

4° Le rapporteur de la Commission de Contrôle du Parti, celui de chaque Commission de Contrôle de ses journaux officiels.

Art. 23. — Dans les délibérations du Congrès National, le vote par mandat est de droit s'il est réclamé par le quart des délégués.

Art. 24. — Le Congrès National doit être convoqué au moins trois mois à l'avance, sauf les cas d'extrême urgence.

Le Comité Directeur désigne le lieu où se tiendra le Congrès.

Art. 25. — En même temps que la convocation, et en tout cas, au moins un mois avant chaque Congrès annuel, il sera publié dans le principal organe du Parti :

1° Un rapport moral sur l'action générale du Parti et sur la gestion du Comité Directeur par le secrétaire général ;

2° Un rapport moral sur l'action internationale par le secrétaire international ;

3° Un rapport financier par le trésorier ;

4° Un rapport moral et financier sur chacun des journaux officiels du Parti par la direction du journal ;

5° Un rapport des travaux du groupe parlementaire par son secrétaire ;

6° L'ordre du jour complet du Congrès National, ainsi que la liste des candidats aux diverses fonctions.

Ces divers rapports publiés n'auront pas besoin d'être lus au Congrès. Celui-ci aura à se prononcer sur chacun d'eux. Le rapporteur des différentes Commissions de contrôle seront entendus avant toute discussion.

Art. 26. — Avant de se séparer le Congrès désigne :

1° Le Comité Directeur ;

2° La Commission de contrôle des comptes du Parti composée de 5 membres au moins ;

3° Le Conseil d'administration et la Commission de contrôle de chaque organe du Parti ;

4° La Commission des conflits.

Lorsque le Congrès aura renvoyé à l'examen du prochain Congrès National le rapport financier et celui de un ou plusieurs organes du Parti, la désignation spécifiée ci-dessus aux paragraphes 2 et 3 sera faite par le Conseil National.

Conseil National

Art. 27. — Un Conseil National, constitué par les délégués des Fédérations et le C. D. issu du Congrès, sera convoqué en réunion extraordinaire chaque fois que la demande en sera faite par le quart des membres du Conseil ou que le C. D. le jugera utile.

Art. 28. — La représentation des Fédérations est calculée sur le nombre de leurs mandats au Congrès du Parti. En conséquence, chaque Fédération aura droit à deux délégués jusqu'à 40 mandats et un délégué supplémentaire par 40 mandats ou fraction plus grande que 20.

Art. 29. — Les délégués au Conseil National sont élus pour un an, sauf le cas de suspension de mandats par la Fédération, conformément à ses statuts.



Karl Marx

KARL MARX

Ce portrait de Karl Marx a été trouvé par le camarade N. Riazanov dans les archives du tsar. Il semble avoir été destiné à la première édition russe du *Capital* et prohibé par la Censure.

Art. 30. — Le Conseil National contrôle la gestion du C. D. qui est chargé de la direction du Parti dans l'intervalle des Congrès. En cas de désaccord entre lui et le C. D., un Congrès National sera convoqué d'urgence.

Comité Directeur

Art. 31. — Dans l'intervalle des Congrès, le Parti est dirigé et administré par le Comité Directeur, selon les décisions du dernier Congrès pour l'application desquelles il doit prendre toute initiative.

Art. 32. — Le Comité directeur est composé de vingt-quatre membres élus par le Congrès National ordinaire, à la majorité.

Art. 33. — Le Comité Directeur nomme et désigne le secrétaire général, le secrétaire international, le trésorier et leurs adjoints.

Il nomme également le directeur de toutes les publications centrales appartenant au Parti.

Groupe Parlementaire

Art. 34. — Le groupe parlementaire, dont la tâche essentielle est toute de critique et d'opposition, doit dresser systématiquement et unanimement la volonté révolutionnaire du Parti contre la force gouvernementale et l'action politique de toutes les fractions parlementaires bourgeoises.

Art. 35. — Le travail et l'action du groupe parlementaire sont soumis au contrôle incessant du Comité Directeur. Dans ce but, une délégation permanente, nommée par le Comité Directeur et comprenant des membres non députés, doit assister aux séances du Groupe parlementaire. Le secrétaire du Groupe doit, en temps utile, porter à la connaissance du secrétaire général du Parti toutes les questions engageant la politique du Parti, sur lesquelles le Groupe doit se prononcer. Le Comité Directeur les étudie d'accord avec le G. P. En cas de conflit, la décision du Comité Directeur fait loi pour le G. P.

Art. 36. — Les membres du Groupe communiste au Parlement sont tenus à une cotisation mensuelle de 250 francs, savoir : 100 francs au Parti et 150 au trésorier de la Fédération, qui devra obligatoirement les affecter à la constitution d'un fonds national.

Élus

Art. 37. — Tous les élus doivent leur action au Parti. Ils ne pourront, sans motifs valables, refuser les délégations qui leur seront dévolues. La validité des excuses est sous le contrôle des organismes du Parti dont ils dépendent, notamment du Comité Directeur et du Congrès.

Tout conflit entre le Parti et ses élus est solutionné en premier ressort par l'organisme sous le contrôle duquel l'élu est placé.

La sanction prise est immédiatement portée à la connaissance de la Commission des conflits.

Art. 38. — Les organisations : nationale, régionale ou fédérale d'élus départementaux ou municipaux, fonctionnent sous le contrôle des *Fédérations*, du *Comité Directeur* et du *Congrès*.

Commission des Conflits

Art. 40. — A la base, pour les conflits individuels ou locaux une Commission mixte, nommée par les parties et présidée par un tiers-arbitre, instruit l'affaire. Tout conflit non résolu amiablement est évoqué à la Commission des conflits.

Art. 41. — Le Conseil National nomme une

Commission des conflits, composée de 11 membres. Cette Commission a plein pouvoir pour connaître des conflits qui n'ont pas été amiablement résolus par la procédure arbitrale. Elle peut évoquer elle-même ou être saisie par le Comité Directeur de tout conflit.

L'appel de ses jugements peut être interjeté devant le Congrès National. Cet appel n'est pas suspensif.

Les sanctions applicables sont : le blâme, l'expulsion temporaire, la radiation. Un membre radié ne peut être réintégré qu'après avis favorable de la Fédération excluante, du Comité Directeur, ratifié par le Congrès National.

Presse

Art. 39. — Les quotidiens ou périodiques qui sont, ou seront, la propriété du Parti ou d'organismes du Parti, sont, ou seront, placés sous le contrôle politique ou administratif de ces organismes et en tout cas, du Comité Directeur, ainsi que du Congrès du Parti.

Art. 40. — Les organes du Parti exprimeront la politique de la majorité, telle qu'elle aura été adoptée au précédent Congrès, qu'il s'agisse de questions de doctrine, de méthode ou d'action. Les organes officiels du Parti sont : *l'Humanité* et *l'Internationale*.

Art. 41. — Le Parti ou les Fédérations peuvent créer des organes de discussion doctrinale réservés à leurs membres dans lesquels la controverse est entièrement libre.

Art. 42. — Les membres du Parti collaborant à des journaux ou périodiques n'appartenant pas au Parti, sont sous le contrôle des divers organismes dont ils dépendent personnellement et tout particulièrement du Comité Directeur, ainsi que du Congrès du Parti.

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISSANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

	France	Etranger
3 mois	7 "	8 "
6 mois	14 "	16 "
12 mois	28 "	32 "

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
123, rue Montmartre, Paris (2^e).
Georges DANGON, imprimeur